

# Les sénateurs interpellent Orange sur la fibre et la souveraineté

par **Olivier Devillers**,

Auditionnée le 6 mai 2026 par la commission des affaires économiques du Sénat, la directrice générale d'Orange, Christel Heydemann, est revenue sur plusieurs sujets chauds : équilibre des RIP, complétude FTTH et décommissionnement des réseaux cuivre et 2G. La représentante de l'opérateur n'a pas ménagé sa peine pour défendre des choix, sur la fibre ou le satellite, qui interpellent les territoires.



L'audition le 6 mai 2026 de la directrice générale d'Orange, Christel Heydemann, a donné lieu à une passe d'armes avec le sénateur Patrick Chaize, auteur d'une proposition de loi visant à mettre à contribution les opérateurs commerciaux pour équilibrer les RIP. Celle-ci a été adoptée à l'unanimité par le Sénat le 8 avril (voir [notre article du 10 avril 2026](#)). Sans nier l'existence d'un "sujet" sur l'**équilibre des RIP**, Christel Heydemann a affirmé une "opposition de principe" aux propositions du Sénat. Elle a nié la spécificité des RIP ruraux, reconnue pourtant par l'Arcep, en soutenant que les coûts d'exploitation sont "2,5 fois supérieurs en Seine-Saint-Denis qu'ils

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-senateurs-interpellent-orange-sur-la-fibre-et-la-souverainete>

ne le sont dans le Cantal", ce qui n'a pas manqué de susciter des clameurs chez les sénateurs.

## **Prolonger les DSP ?**

Pour la directrice générale, si certains délégataires sont en difficulté, c'est parce qu'ils ont sous-estimé leurs coûts et surévalué les recettes pour remporter les appels d'offres. "La fragilité financière est un produit du processus de mise en concurrence lui-même, pas un accident extérieur", a-t-elle affirmé, estimant que la péréquation "a déjà eu lieu à la construction avec 12,7 milliards d'euros publics engagés depuis 2010". Elle a nié fermement toute velléité de souhaiter la faillite de RIP pour les racheter à bas prix et a préconisé une "prolongation des DSP" par les collectivités elles-mêmes pour les réseaux en difficulté. Autrement dit, il s'agirait de mobiliser de l'argent public.

## **Besoin de financement pour la complétude**

Patrick Chaize a rappelé par ailleurs qu'Orange avait été mis en demeure par l'Arcep en 2025 sur les raccordements à la demande en zone privée. Réponse : le dispositif industriel est désormais "pleinement opérationnel" et les échéances fixées par l'autorité ont été respectées. Interpellée par Anne-Catherine Loisier sur la **complétude** (plus de 2,6 millions de prises restent à livrer), Christel Heydemann a fait valoir que la bascule cuivre-fibre coûtait à l'opérateur "800 millions d'euros de marge en moins sur trois ans", expliquant la baisse de ses investissements. Saluant l'aide de l'État aux raccordements à la fibre, désormais ouverte sur tout le territoire (voir [notre article du 10 mars 2026](#)), elle a incité à en faire davantage la promotion.

## **Mayotte : l'opérateur maintient son choix de doubler**

Patrick Chaize n'a pas caché son irritation face aux choix post-Chido d'Orange : l'opérateur a reconstruit un réseau en fibre sur les zones denses, les plus rentables, fragilisant ainsi la DSP de Mayotte THD. Cristel Heydemann a défendu ce choix pied à pied : reconstruire le réseau cuivre n'avait "aucun sens", l'opérateur n'a demandé "aucune subvention" et a subi des "blocages administratifs". Elle a surtout fait valoir une "proposition d'accord" avec le délégataire, "toujours sur la table"... mais aux conditions de l'opérateur.

## **Souveraineté et satellite**

Sur le satellite en orbite basse, la sénatrice Anne-Catherine Loisier a fait valoir les contradictions de l'opérateur : évoqué comme une raison des

investissements dans la fibre à Mayotte, il n'a pas empêché Orange de signer des accords avec deux opérateurs satellitaires américains, dont celle d'**Elon Musk**. Pour se justifier, la directrice d'Orange a fait valoir la dimension "mondiale" du marché des connexions satellitaires, l'avance technologique des Américains et des communications passant par le cœur de réseau d'Orange, donc sécurisées. En revanche, elle a demandé le soutien des pouvoirs publics sur l'échéance de 2027, lors du partage international des fréquences dédiées aux satellites. Elle souhaite que certaines soient réservées à des acteurs européens. Sur la souveraineté des infrastructures en général, elle a rappelé qu'Orange est le seul opérateur français à n'avoir cédé "aucun actif", ni tours, ni fibres, ni data centers.

## **Fin du cuivre, arrêt de la 2G, SFR**

Sur la **fermeture du cuivre enfin**, la directrice générale a rappelé que désormais toutes les communes étaient concernées. Elle a insisté sur la nécessaire mobilisation des nouveaux maires et demandé une **grande campagne télévisée**... financée par l'État. Quant à l'arrêt de la 2G, engagé le 31 mars dans le Pays basque, il s'est passé "sans encombre", avec à peine une dizaine de clients qui se sont manifestés. Autre bug signalé : celui des terminaux de paiement dans les bus de l'agglomération basque. Enfin, sur le passage à **trois opérateurs**, Christel Heydemann a souhaité rassurer les sénateurs sur les prix – ils ne devraient pas augmenter selon elle – et sur le maintien des engagements de SFR au titre du New Deal mobile.